



# Mitterrand : la gauche qui trahit !

Le dixième anniversaire de la mort de François Mitterrand est l'occasion d'une débauche médiatique d'éloges, pour le moins immodérés. Cette idolâtrie intéressée vise à faire du personnage une figure historique. Deux hommes auraient, à en croire la chronique, marqué l'histoire du pays, depuis la fin de la deuxième guerre mondiale : De Gaulle et Mitterrand.

De Gaulle a mis en place la Constitution d'un pouvoir autoritaire, pour restructurer le pays au service du grand capital. Mitterrand a fait semblant de s'y opposer, mais une fois élu, il s'est coulé dans ce moule et a trahi les espoirs de gauche.

## UN POLITICIEN CARRIERISTE

Homme de droite dans sa jeunesse, décoré, par Pétain, de l'ordre de la Francisque, une longue carrière ministérielle fit de lui le ministre de l'intérieur de la guerre d'Algérie. Pleinement dévoué à la défense de la domination coloniale, il déclarait alors « *L'Algérie, c'est la France* ». Hostile à De Gaulle, quand celui-ci s'imposa en 1958, avec la complicité du Parti socialiste, il entra dans l'opposition jusqu'à réussir, en 1971, au congrès d'Epinay, son OPA sur un Parti socialiste moribond.

Démagogue sachant flatter l'opinion, il parlait alors de « *rupture avec le capitalisme* », pour mieux asseoir son influence sur les classes populaires et rechercher l'alliance du Parti communiste, pour mieux l'étouffer.

## 1981, LA TRAHISON

L'union de la gauche PC-PS-MRG le porte à l'Élysée le 10 mai 1981. Il prit dans son gouvernement 4 ministres communistes. Après l'abolition de la peine de mort, quelques nationalisations, une hausse du SMIC et les 39 heures, il fait volte-face. C'est, en 1983, le grand tournant de la rigueur.

Les ministres communistes n'eurent d'autre fonction que de faire accepter cette politique par les salariés, au prix d'un terrible affaiblissement de leur propre parti.

La bourse connut ses premières hausses. La crise de la sidérurgie, en 84, ouvrit l'offensive du patronat pour « *moderniser* » l'économie, c'est-à-dire licencier. C'est de cette époque que date l'idée des « socialistes » qu'il faut accepter les règles de l'économie de marché. Mitterrand a même déclaré : « *Contre le chômage, on a tout essayé* ». Comme Jospin en 1999 au moment des licenciements à Michelin.

Le capitalisme libéral en a profité pour renforcer son travail de sape des droits des travailleurs. La politique menée par Mitterrand, puis par Jospin, a ouvert la voie à la droite. « *La concurrence libre et non faussée* », telle que la définissait le traité constitutionnel rejeté le 29 mai dernier est devenue le nouveau credo du Parti socialiste.

## NON AU SOCIAL LIBERALISME !

Aujourd'hui, face au recul social que nous connaissons, les dirigeants du Parti socialiste dénoncent le libéralisme sauvage. Ils prétendent qu'il est possible d'apporter des réponses au chômage et au recul social en respectant le capitalisme, la libre concurrence et les intérêts des patrons. Ils se fichent du monde.

Une autre politique n'a pas été essayée : s'en prendre aux intérêts des gros actionnaires, des patrons, mettre l'économie au service de tous et sous le contrôle des travailleurs.

Il y a une solution au chômage et à ses drames : interdire les licenciements, baisser la durée du travail et le répartir entre tous, garantir à chacun un revenu.

Cette politique, ce n'est pas l'alternance droite-gauche ou la cohabitation voulue par Mitterrand, mais une véritable alternative, pour et par le monde du travail.

Le 09/01/06

---

### Je souhaite prendre contact avec la LCR

NOM ..... PRENOM .....

ADRESSE .....

Téléphone : ..... Email : .....